

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Evo-Morales-ou-l-incarnation-de-l-espoir-du-peuple-bolivien>

Évaluation du premier semestre d'action gouvernementale.

# **Evo Morales ou l'incarnation de l'espoir du peuple bolivien.**

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : jeudi 2 novembre 2006

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

Par Maud Bailly

[CADTM](#), Belgique, le 12 octobre 2006

Le 18 décembre 2005 demeurera une date clé de l'histoire de la Bolivie. Ce jour-là, le peuple bolivien a porté au pouvoir le premier président d'origine amérindienne du continent et a contribué à confirmer le phénomène de « virage à gauche » que connaît l'Amérique Latine depuis ces huit dernières années. Point culminant d'un processus de lutte sociale qui s'est intensifié dans le pays au cours de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, les résultats de ces élections marquent le soutien de la population à l'élaboration d'un nouveau projet politique, réalisant par là ce que d'aucun nomment une « révolution démocratique » puisque menée par les urnes [1].

Cet événement intervient dans le deuxième pays le plus pauvre et le plus inégalitaire d'Amérique Latine (après Haïti). Les indicateurs de développement humain fournis par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) témoignent de la situation socio-économique désastreuse de la Bolivie. En effet, 62,7% de sa population est dite pauvre et plus d'un tiers vit en dessous du seuil de pauvreté absolue latino-américain (c'est-à-dire avec moins de 2 dollars par jour). En outre, la Bolivie ne fait pas exception à la réalité de la région latino-américaine, la plus inégalitaire au monde. Le coefficient de Gini qui permet de mesurer les écarts de distribution des revenus au sein d'une société sur une échelle de 0 à 100 (0 indiquant une égalité parfaite et 100 une inégalité parfaite) s'élève à 44,7 pour la Bolivie, ce qui la place parmi un des pays les plus inégaux au monde [2]. Or ces inégalités économiques vont de pair avec une fracture ethnique : la population blanche de descendance hispanique possède la plupart du pouvoir économique et politique, tandis que la population amérindienne qui représente près de 70% de la population bolivienne, est historiquement exclue du système. Cette situation socio-économique est une réalité bolivienne alors que le pays est riche en ressources naturelles, possédant notamment les deuxièmes réserves de gaz naturel du continent. Mais l'histoire de la Bolivie est marquée par le pillage de ses ressources, d'abord par les colons espagnols et aujourd'hui par les puissances du Nord. Ceci a été favorisé par l'application de politiques néolibérales sauvages, encouragée par les institutions financières internationales, dont elle fût longtemps un de ses élèves modèles - ce qui lui valu de bénéficier de l'initiative PPTE (« pays pauvres très endettés »).

Dans ce contexte difficile, les défis auxquels est confronté le Mouvement vers le Socialisme (MAS) emmené par Evo Morales, ne sont pas des moindres. Le mandat que s'est assigné le leader de la nouvelle gauche indienne est celui de répondre aux attentes de la société civile ; ceci l'a conduit dès son arrivée au pouvoir à s'attaquer à de multiples fronts. Si Evo Morales a déjà prouvé à maintes reprises sa combativité au niveau de l'action syndicale, qu'en est-il à l'échelon présidentiel ? Six mois après son arrivée au pouvoir, quel bilan tirer de ce premier semestre d'action gouvernementale ?

La population bolivienne a quant à elle confirmé son soutien à l'égard de la politique menée par le MAS et Evo Morales à travers les résultats des élections pour la composition de l'Assemblée constituante et du référendum concernant la question de l'autonomie des provinces. En outre, la participation citoyenne massive de ce 2 juillet traduit - parmi bien d'autres indices - le degré élevé de politisation de la société bolivienne ; le taux de participation a en effet atteint 84,51%, proche de celui enregistré lors des élections présidentielles de décembre, lesquelles témoignaient d'un taux de participation jamais égalé depuis 25 ans. Ce soutien populaire est-il justifié ? Evo Morales a-t-il tenu ses engagements et rendu la Bolivie plus « digne, souveraine et productive » [3] ?

Pour répondre à ces questions, nous présenterons en un premier temps le contexte politique et social de l'arrivée au pouvoir de Morales, nous attardant brièvement sur l'histoire de la Bolivie au cours de ces dernières années. Ceci nous permettra de mesurer l'ampleur des défis auxquels le gouvernement actuel est confronté et l'espoir mis en lui par la population. En un deuxième temps, nous aborderons neuf grands thèmes qui constituent des promesses électorales du MAS et mettrons en parallèle les positions défendues dans son programme électoral avec les

politiques publiques mises en oeuvre par celui-ci depuis son entrée en fonction à la tête du pays en janvier dernier. Enfin, nous tenterons d'effectuer un bilan de l'action politique du MAS et d'Evo Morales, bien que nos conclusions se heurteront sans aucun doute à l'insuffisance de temps dont a disposé le gouvernement à la tête du pays que pour pouvoir proprement juger son action politique.

**Article complet :**



**Evo Morales ...**

*Post-scriptum :*

**Notes :**

---

[1] L'expression « révolution démocratique » suscite certaines controverses. Voir à ce propos : DO ALTO Hervé, « Après le triomphe électoral du MAS, les défis d'un gouvernement issu des luttes sociales », Inprecor, janvier-février 2006, n° 513/514.

[2] L'ensemble des données fournies ci-dessus sont issues du Rapport mondial sur le développement humain 2005, New York : Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 2005. Disponible sur internet : <http://hdr.undp.org> .

[3] Slogan du Programme électoral du Mouvement vers le Socialisme (MAS) - élections de décembre 2005.